



## Fonction publique : pendant la campagne, le mépris continue

Voilà 10 jours que la Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a parlé d'un « dégel de la valeur du point d'indice avant l'été ».

Cette annonce n'a été suivie que d'un assourdissant silence malgré les demandes de la FSU et de l'intersyndicale fonction publique, répétées depuis des mois, que soient ouvertes des négociations. *A minima*, des éléments d'explication auraient pu être donnés et des possibilités de discussions informelles auraient pu être ouvertes quant à la nature de la mesure envisagée.

Non, c'est un silence assourdissant qui fait suite à l'annonce de la Ministre Amélie de Montchalin !

Sans autre précision, ni sur le niveau envisagé du « dégel » ni même sur la date pour laquelle celui-ci pourrait être annoncé, la manœuvre électorale apparaît désormais encore plus flagrante et détestable.

La FSU rappelle sa revendication que plusieurs leviers soient actionnés pour que toutes et tous les agent-es bénéficient d'une augmentation de salaire de 10% minimum et davantage pour certains salaires. Pour cela, elle exige la revalorisation de la valeur du point au moins à hauteur de l'inflation mais aussi l'attribution uniforme de points sur l'ensemble de la grille indiciaire, ainsi que l'engagement d'un plan de rattrapage des pertes subies depuis 2010 et d'un travail sur la revalorisation des carrières, en particulier celles des filières les plus féminisées qui subissent des traitements inférieurs à niveau de diplôme équivalent.

La stratégie de la Ministre fait écho au jeu dangereux du Président-candidat qui, lors de la présentation de son programme, a choisi de dénigrer les agent-es public-ques en général et les enseignantes et enseignants en particulier, disant notamment refuser de revaloriser « ceux qui ne sont pas prêts à s'engager et à faire plus d'efforts ».

Pour les équipes du Président-candidat, cet hypothétique dégel du point d'indice pourrait être conditionné à l'idée de « revoir le système de rémunération de la fonction publique » ou à d'autres contreparties dont certaines pourraient être en lien avec le dynamitage du statut des fonctionnaires, dans la poursuite de ce qui a été mis en place avec la loi de 2019, favorisant déjà le recours aux contrats et l'augmentation du temps de travail des agent-es de la fonction publique territoriale. Cela pourrait se traduire par une individualisation accrue des rémunérations, qui seraient en effet déterminées en fonction de critères de « performance » inadaptés aux missions publiques, dans le cadre de services publics eux-mêmes libéralisés et ne répondant plus aux objectifs d'égalité.

La FSU, poursuivra ses mobilisations et ses combats. Elle a lancé et popularisera son appel à voter massivement au 1er tour de l'élection présidentielle, elle considère en effet qu'il faut tout faire d'ici l'élection en tant que citoyen-nes et militant-es, et au moment de l'élection en tant qu'électrices et électeurs, pour que les politiques néolibérales visant notamment à réduire les services publics ou à les détruire soient battues, et plus encore les projets d'extrême droite qui y ajoutent la haine et l'exclusion.